Frapper l’Arabie-Saoudite là où ça fait mal, par Robert Parry

16 jan 2016

par [Les-crises.fr DT](http://www.les-crises.fr/) dans [Crise Politique](http://www.les-crises.fr/category/crise-politique/)

[](http://www.les-crises.fr/frapper-larabie-saoudite-la-ou-ca-fait-mal-par-robert-parry/)

* Mots-clefs : [Arabie Saoudite](http://www.les-crises.fr/tag/arabie-saoudite/), [Terrorisme](http://www.les-crises.fr/tag/terrorisme/)
* [ 14 commentaires](http://www.les-crises.fr/frapper-larabie-saoudite-la-ou-ca-fait-mal-par-robert-parry/#comments)
* [Imprimer](http://www.les-crises.fr/frapper-larabie-saoudite-la-ou-ca-fait-mal-par-robert-parry/)

Source : [Consortiumnews.com](https://consortiumnews.com/2015/11/23/hitting-saudi-arabia-where-it-hurts/), 23 novembre 2015

Exclusif : Bien que face à une crise terroriste mondiale, le gouvernement de Washington ne peut dépasser sa rhétorique néoconservatrice de « gros bras. » Mais une autre option — celle de sanctions financières contre l’Arabie saoudite — pourrait contribuer à tarir finalement la fourniture clandestine d’argent et d’armes à Al-Qaïda et à l’État islamique, écrit Robert Parry.

Par Robert Parry

Alors que l’État islamique et Al-Qaïda entrent dans une macabre compétition à qui pourra tuer le plus de civils de par le monde, le destin de la civilisation occidentale telle que nous l’avons connue est sans doute en péril. Il ne faudra guère plus d’actions terroristes pour que l’Union européenne commence à céder et que les États-Unis se transforment en un régime de surveillance à grande échelle.

Malgré tout, face à la crise, la plupart des mêmes personnes qui nous ont entraînés sur la route de la destruction continuent à dominer et même encadrer le débat public. Par exemple, les néoconservateurs de Washington continuent d’insister dans leur préconisation d’un « changement de régime » dans les pays qu’[ils ont ciblés il y a 20 ans](https://consortiumnews.com/2015/11/09/how-israel-out-foxed-us-presidents-4/). Ils [exigent aussi une nouvelle guerre froide](https://consortiumnews.com/2014/03/02/what-neocons-want-from-ukraine-crisis/) avec la Russie en défendant [un régime de droite corrompu en Ukraine](https://consortiumnews.com/2015/11/13/carpetbagging-crony-capitalism-in-ukraine/), déstabilisant l’Europe et désorganisant la coopération américano-russe en Syrie.

*Le roi Salmane d’Arabie saoudite et sa suite arrivent pour recevoir le président Barack Obama et la première dame Michelle Obama à l’aéroport international du Roi Khalid à Riyad, Arabie saoudite, 27 janvier 2015. (Photo officielle de la Maison-Blanche par Pete Souza)*

Étant donné les enjeux, vous pourriez penser que quelqu’un en position de pouvoir – ou l’un des nombreux candidats à à la présidence des États-Unis – offrirait des solutions pragmatistes et réalistes pour s’occuper de cette menace extraordinaire. Mais la plupart des Républicains – de [Marco Rubio](https://consortiumnews.com/2015/11/18/neocons-make-rubio-their-favorite/) à Carly Fiorina en passant par Ted Cruz – offrent seulement plus « d’encore plus la même chose » c’est-à-dire une belligérance néo-conservatrice sous stéroïdes. Donald Trump et Rand Paul échappent sans doute à cette hystérie particulière, mais aucun n’a proposé de contre-analyse cohérente et complète.

Du côté démocrate, la favorite Hillary Clinton [gagne les éloges](https://www.washingtonpost.com/opinions/hillary-clinton-smartly-distances-herself-from-obama/2015/11/22/655e2a5c-8fb2-11e5-ae1f-af46b7df8483_story.html) des éditeurs néo-conservateurs du *Washington Post* pour s’être démarquée de l’hésitation de Barack Obama à envahir complètement la Syrie. L’ancienne secrétaire d’état Clinton veut une invasion pour occuper des parties de la Syrie en tant que « zones de sécurité » et détruire les avions syriens (et probablement russes) qui violeraient ses zones d’exclusion aérienne.

De façon semblable aux invasions désastreuses de l’Irak et de la Libye, Clinton et ses alliés néo-conservateurs ont promu l’invasion de la Syrie comme une aventure humanitaire pour éliminer un « dictateur cruel » – en l’occurrence le président Bachar el-Assad – ainsi que pour « détruire » l’État islamique, que l’armée d’Assad et ses alliés iraniens et russes sont aussi en train de combattre. Les militaires d’Assad, les troupes iraniennes et les avions russes ont aussi frappé d’autres groupes djihadistes tels que le Front Al-Nosra d’Al-Qaïda et Ahrar Al-Sham, qui reçoit des armes des États-Unis tandis qu’il combat côte-à-côte avec Al-Nosra dans l’Armée de la Conquête.

La stratégie de Clinton protégerait probablement les djihadistes exception faite de l’État islamique — gardant ainsi vivant l’espoir d’un « changement de régime » — ce qui explique pourquoi les éditorialistes néoconservateurs, qui étaient d’ardents défenseurs de la guerre d’Irak en 2003, acclamèrent son approche va-t-en-guerre envers la Syrie comme louable.

A la gauche de Clinton, le sénateur Bernie Sanders a botté en touche sur le problème de ce qu’il fallait faire en Syrie ou au Moyen-Orient, échouant à offrir une idée réfléchie à propos de ce qui peut être fait pour stabiliser la région. Il choisit à la place un sujet de discussion astucieux mais vide, arguant que les Saoudiens et d’autres riches cheikhs du golfe Persique devraient utiliser leurs ressources financières et militaires pour mettre de l’ordre dans la région, et « se salir les mains. »

Le problème est que les Saoudiens, les Qataris et les Koweïtiens — ainsi que les Turcs — sont une grande partie du problème. Ils ont utilisé leur considérable fortune pour financer Al-Qaïda et ses divers alliés et rejetons, incluant l’État islamique. Leurs mains sont déjà très sales.

**Le « pouvoir de conviction » de l’Arabie saoudite**

Ce que nous avons observé au Moyen-Orient depuis les années 80 est  l’Arabie saoudite et d’autres États sunnites créer un « pouvoir de conviction » pour servir leurs ambitions régionales en assemblant des forces paramilitaires prêtes et mêmes impatientes de s’en prendre à des ennemis, que ce soit contre des rivaux chiites ou contre des pouvoirs occidentaux.

Bien que les riches Saoudiens, Qataris et autres princes gâtés ne veuillent pas devenir des soldats eux-mêmes, ils sont plus que contents d’exploiter de jeunes Sunnites mécontents, de les changer en djihadistes et de les lâcher. Al-Qaïda (qui date du djihad anti-soviétique en Afghanistan dans les années 80) et l’État islamique (qui a émergé en résistance au régime chiite instauré en Irak après 2003) sont les fantassins de l’Arabie saoudite.

Ces faits sont semblables au soutien que l’administration Reagan avait fourni aux forces paramilitaires de droite en Amérique Centrale dans les années 80, incluant les « escadrons de la mort » au Salvador et au Guatemala ainsi que les « Contras » au Nicaragua, proches des cartels de la drogue. Ces extrémistes étaient prêts à faire le « sale boulot » que la CIA de Reagan considérait nécessaire pour inverser le flot des révolutions de gauche dans la région, mais de façon suffisamment indirecte pour que Washington ne puisse pas être directement tenue responsable des massacres.

Aussi durant les années 80, les jusqu’au-boutistes de l’administration Reagan, incluant le directeur de la CIA William J. Casey, virent l’intérêt d’utiliser l’extrémisme islamique pour saper l’Union soviétique et sa position officielle athéiste. La CIA et les Saoudiens travaillèrent main dans la main à la construction des moudjahidin afghans — un mouvement islamique fondamentaliste — pour renverser le gouvernement laïque soutenu par les soviets à Kaboul.

Le « [succès » de cette stratégie](https://consortiumnews.com/2011/05/31/the-mysterious-robert-gates/) fit aussi subir des dommages sévères à l’économie soviétique, déjà en difficulté et le renvoi ultérieur (puis meurtre) du président soutenu par Moscou, Najibullah. Mais la stratégie provoqua aussi la montée des Talibans, qui prirent le pouvoir et instaurèrent un régime médiéval, et d’Al-Qaïda, qui évolua à partir des combattants saoudiens et d’autres nations étrangères (incluant le saoudien Oussama ben Laden) qui affluèrent au djihad afghan.

Les retombées de l’expérience afghane créèrent le mouvement djihadiste moderne — et les Saoudiens, en particulier, comprirent la valeur de cette force paramilitaire pour punir les gouvernements et les groupes politiques que les Saoudiens et leurs riches amis pétroliers considéraient comme des menaces. Officiellement, l’Arabie saoudite, le Qatar et d’autres États-pétroliers sunnites pouvaient affirmer qu’ils n’étaient pas derrière les terroristes tout en laissant de l’argent et des armes s’acheminer jusqu’à eux.

Bien qu’Al-Qaïda et les autres djihadistes aient leurs propre agendas — et pouvaient intervenir de façon indépendante — les Saoudiens et les autres cheikhs pouvaient diriger ces forces paramilitaires contre le prétendu “croissant chiite”, de l’Iran à travers la Syrie jusqu’au Liban (et après l’invasion de l’Irak en 2003, contre le gouvernement irakien chiite aussi).

Parfois, les djihadistes se montraient utiles pour les États-Unis et Israël, frappant le Hezbollah au Liban, se battant contre le « changement de régime » en Syrie, collaborant en 2011 au renvoi (et meurtre) du Libyen Mouammar Kadhafi et allant même [jusqu’à joindre leurs forces au gouvernement ukrainien, soutenu par les États-Unis](https://consortiumnews.com/2015/07/07/ukraine-merges-nazis-and-islamists/), pour tuer des Ukrainiens d’ethnie russe dans l’est de l’Ukraine

**Le rôle d’Israël**

Puisque ces djihadistes sunnites étaient très doués pour tuer des chiites, ils se firent apprécier non seulement de leurs donateurs saoudiens, qataris et koweïtiens, mais aussi d’Israël, qui a identifié l’Iran, dirigé par des chiites, comme sa plus grande menace stratégique. De ce fait, les néoconservateurs américains, qui collaboraient étroitement avec le très droitier Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, avaient eux aussi une attitude mitigée envers les djihadistes sunnites.

Qui plus est le terrorisme, très médiatisé, comme les attaques du 11 septembre, permit au néoconservateurs aux discours fermes de consolider leur contrôle de la politique étrangère des États-Unis et de dévier la fureur américaine provoquée par les 3000 victimes d’Al-Qaïda à New York et Washington, pour appliquer les « changements de régime » de leur propre agenda néoconservateur, d’abord en Irak bien qu’il n’ait rien à voir avec le 11 septembre, puis avec des plans pour passer à la Syrie et à l’Iran.

Comme le complexe militaro-industriel s’en sort comme des bandits avec des milliards et des milliards jetés à la « guerre contre la terreur », les entrepreneurs militaires, reconnaissants, renvoyèrent une partie des profits aux principaux groupes de réflexion où les penseurs néo-conservateurs étaient employés à développer plus de plans militaristes. [Voir Consortiumnews.com : « [Un business familial de guerre perpétuelle](https://consortiumnews.com/2015/03/20/a-family-business-of-perpetual-war/) »]

Mais l’inconvénient de cet arrangement avec les djihadistes sunnites a été qu’Al-Qaïda et son rejeton, l’État islamique, perçoivent l’Occident comme leur ennemi ultime, s’appuyant à la fois sur [des injustices historiques et actuelles](https://consortiumnews.com/2015/09/04/muslim-memories-of-wests-imperialism/) infligées au monde islamique par l’Europe et les États-Unis. Les leaders terroristes font référence à ces mauvais traitements pour recruter des jeunes des régions démunies du Moyen-Orient et des quartiers défavorisés des villes européennes – et les convaincre de mettre des ceintures d’explosifs.

De ce fait, Al-Qaïda et maintenant l’État islamique font non seulement avancer l’agenda néo-conservateur/israélien/saoudien en déclenchant des attaques terroristes en Syrie contre le gouvernement Assad et au Liban contre le Hezbollah, mais ils frappent de leur propre initiative des cibles européennes et américaines et ce même en Afrique où Al-Qaïda a revendiqué la semaine dernière l’assaut meurtrier sur l’hôtel haut de gamme Radisson Blu à Bamako au Mali.

Il apparaît aussi qu’Al-Qaïda et l’État islamique sont entrés en compétition sur celui qui peut organiser l’attaque la plus sanglante contre des Occidentaux de manière à renforcer le recrutement. Les attaques de Bamako étaient une tentative d”Al-Qaïda de voler la vedette à l’État islamique qui se vantait d’une violente suite d’attaques sur Paris, Beyrouth et un vol touristique russe dans le Sinaï.

Les conséquences des ces massacres ont été de menacer la cohésion financière et politique de l’Europe et d’augmenter la pression pour un état de surveillance renforcée aux États-Unis. Pour le dire d’une autre façon, les caractéristiques les plus précieuses de la civilisation occidentale –  la relative aisance et la liberté personnelle – sont menacées.

Pourtant, plutôt que d’expliquer les vraies raisons de cette crise – et quelles solutions pourraient être envisagées – personne dans les courants dominants du monde politique des États-Unis ou des principaux médias ne semble capable ou disposé à parler franchement au peuple américain de la façon dont nous en sommes arrivés là.

**L’opportunité manquée de Sanders**

Alors que l’on aurait pu s’attendre à cela de la part d’une grande majorité de républicains (qui se sont entourés de conseillers néoconservateurs) et de la part d’Hillary Clinton (qui a façonné ses propres liens avec les néoconservateurs ainsi qu’avec leurs acolytes libéraux et interventionnistes), on aurait pu s’attendre à ce que Sanders formule une critique pertinente envers le « cercle de pensée » officiel de Washington, dominé par les néoconservateurs.

Au lieu de cela, il préconise de manière simpliste et incompréhensible d’exiger plus des Saoudiens — alors que cela sèmerait davantage la mort et la destruction de la région et même au-delà. L’inverse aurait sans doute beaucoup plus de sens — imposer des sanctions économiques sévères à l’Arabie saoudite afin de la punir pour l’aide régulière qu’elle fournit à Al-Qaïda et à l’État islamique.

Geler ou confisquer des comptes bancaires saoudiens à l’échelle mondiale pourrait enfin faire comprendre aux princes gâtés des pays pétroliers du golfe Persique qu’il y a un réel prix à payer lorsque l’on fricote avec le terrorisme. Une telle action envers l’Arabie saoudite enverrait également le message aux États sunnites plus petits de la région qu’ils pourraient être les prochains sur la liste. D’autres pressions, comme la possible exclusion de l’OTAN, pourraient être brandies face à la Turquie.

Si l’Occident se décidait enfin à prendre les choses au sérieux en ce qui concerne l’arrêt de l’aide financière et militaire à Al-Qaïda, à l’État Islamique et à leurs alliés djihadistes en Syrie, la violence pourrait enfin diminuer. Et si les États-Unis et l’Europe mettaient la pression sur l’opposition syrienne « modérée » — peu importe ce qu’il en reste — pour qu’elle parvienne à un compromis, une solution politique pourrait être envisageable également.

À l’heure actuelle, le plus gros obstacle à un accord politique semble être les États-Unis et leur volonté insistante pour que le président Assad soit inéligible une fois que la Syrie sera stabilisée. Pourtant, si le président Obama est si certain que le peuple syrien déteste Assad, il paraît insensé de laisser la défaite présumée d’Assad dans les urnes empêcher un dénouement si crucial.

La seule explication à l’entêtement des USA est que les néoconservateurs ainsi que les faucons libéraux ont fait du « changement de régime » en Syrie une priorité si importante dans leur agenda qu’ils perdraient la face si le départ d’Assad n’était pas réclamé. Cependant, l’avenir de la civilisation occidentale étant dans la balance, un comportement aussi borné semble non seulement inefficace mais dangereux.

En comprenant comment ce désordre a été créé, quelques politiciens américains pourraient fabriquer un appel qui aurait un large soutien dans tout le spectre politique. Si Sanders prenait le flambeau d’un plan rationnel pour apporter une paix relative au Moyen-Orient, il pourrait aussi changer les dynamiques de la course démocratique.

Bien sûr, défier la pensée de groupe officielle de Washington est toujours dangereux. Si compromis et coopération remplaçaient le « changement de régime » comme but des États-Unis, les néoconservateurs et les faucons libéraux paniqueraient. Mais les enjeux sont très élevés pour l’avenir de la planète. Peut-être que sauver la civilisation occidentale vaut le risque de faire face à une crise de colère des néo-conservateurs et des faucons libéraux.

Source : [Consortiumnews.com](https://consortiumnews.com/2015/11/23/hitting-saudi-arabia-where-it-hurts/), 23 novembre 2015

Traduit par les lecteurs du site [www.les-crises.fr](http://www.les-crises.fr/). Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.

**14 réponses à *Frapper l’Arabie-Saoudite là où ça fait mal, par Robert Parry***

**Commentaires recommandés**

oz Le 16 janvier 2016 à 05h22

Je respecte Robert Parry, and ses textes apportent souvent beaucoup d’information. Mais celui-ci pèche par un refus de reconnaître franchement la réalité: les États-Unis n’ont pas la moindre intention d’éliminer les bandes jihadistes. Ils veulent les garder pour pouvoir les employer contre leurs adversaires stratégiques: Assad et la Syrie, Poutine et la Russie, peut-être un jour l’Iran, voire la Chine. Voilà ce que signifie la distinction entre modérés et immodérés. Daesh s’est grillé avec ses vidéos cinglées , mais les États-Unis veulent garder al-Qaïda et autres al-Nusra pour faire leur sale boulot. Ce n’est pas seulement parce qu’ils veulent sauver leur image, c’est surtout parce que ni les États-Unis, ni l’Europe n’arriveront à convaincre des centaines de milliers de jeunes de leurs pays à risquer leur vie au Moyen-Orient pour les compagnies pétrolières.

Les critiques de l’Arabie Saoudite et de la Turquie sont méritées, mais elles ne doivent pas faire oublier cette réalité fondamentale: ils savent que les États-Unis les appuient. Parry a raison, il serait facile de faire pression sur eux pour qu’ils cessent de renforcer les jihadistes. Mais il faut le vouloir et les États-Unis ne le veulent pas.

Quant aux Européens, leur complicité n’a pas d’excuses. Comme le dit Parry, l’Europe est la deuxième victime (la première étant le Moyen-Orient) de cette politique. Les crises des réfugiés et du terrorisme sont en train de destabiliser l’Europe en profondeur, et vont sans doute continuer pendant des années. Il faut bien comprendre que le gouvernement états-unien s’en fiche complètement. Les “valeurs occidentales” sont de la poudre aux yeux. Tant que les dirigeants américains penseront que les jihadistes leur sont utiles contre leurs ennemis géopolitiques, ils s’en fichent que l’Europe soit détruite de même que la destruction de la Syrie les laisse de marbre. L’attitude des dirigeants européens ne peut s’expliquer que de trois manières: ils sont stupides et incompétents; ils sont suicidaires (l’Europe est, après tout, le continent qui s’est suicidé deux fois au cours du dernier siècle); ils ont peur de représailles économiques, voire militaires.

[Voir dans la discussion](http://www.les-crises.fr/frapper-larabie-saoudite-la-ou-ca-fait-mal-par-robert-parry/#comment-337732)